

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Conseil National Economique, Social et Environnemental



REVUE DE PRESSE

SEMINAIRE

« LA NOUVELLE DYNAMIQUE DES INDUSTRIES

DE RESEAUX »

6-7 juillet 2021

Ecole Supérieure d'Hôtellerie et de Restauration d'Alger.

Revue de Presse

Communiqué de presse : dépêche APS

Le CNESE organise mardi un séminaire dédié à la dynamique des industries des réseaux

ALGER, 5 juil 2021 (APS)- Un séminaire dédié à la dynamique des "industries des réseaux : électricité, gaz, eau, transport et télécommunication" sera organisé les 6 et 7 juillet en cours afin de dresser un état des lieux de ces industries, débattre des contraintes dont souffre leur mode de gouvernance et évoquer le rôle de l'Etat-Régulateur dans le domaine de l'investissement dans chaque secteur.

Initié par le Conseil national, économique, social et environnemental (CNESE), dans le cadre de la série de rencontres "CNESE Economic Perspectives" lancée par le président du conseil, ce séminaire sera animé par un panel d'experts étrangers, qui interviendra par visioconférence. Le panel est composé de personnalités scientifiques internationales spécialistes des questions de l'eau, de l'énergie et du transport, a indiqué un communiqué du CNESE.

Cette rencontre aura pour objectif de dresser un état des lieux de ces industries, aborder les contraintes liées à leur mode de gouvernance, identifier les forces et les faiblesses des modèles en place et également explorer les voies et moyens de mettre en place de nouveaux modèles avec des capacités de croissance et de transformation à l'aune du numérique et des technologies 4.0 (en relation avec internet), permettant ainsi à l'Algérie de s'insérer dans les chaînes de valeurs internationales, a ajouté le CNESE.

Les points inhérents au rôle de l'Etat-Régulateur en la matière et l'exploration de nouvelles opportunités d'investissement et d'affaires que peut offrir chaque secteur d'activité constitutif de ces réseaux seront, également, évoqués à l'occasion de cette rencontre, a souligné le communiqué.

Le panel d'experts étrangers comptera les professeurs Yannick Perez, professeur à l'université Paris-Sud, conseiller économique en politique énergétique européenne, le professeur Jacques Percebois et Professeur émérite à l'université de Montpellier, spécialiste en Economie du gaz naturel et de l'énergie nucléaire, a précisé la même source.

Parmi les autres experts participant à cet événement, le professeur émérite à "la Colorado State University", spécialiste de la politique de l'eau, Neil S. Grigg ainsi que le chef de cabinet adjoint au ministère du Développement économique en Italie et spécialiste du marché destélécoms, Antonio Manganelli.

Des représentants des ministères directement concernés par cette problématique et les différentes parties prenantes nationales et acteurs institutionnels et associatifs ont été, en outre, conviés à ce séminaire.

(APS) 53770/217/440/296

Accueil | Page de démarrage | Aller aux favoris | Aller aux RSS | Aide | Contact | Dernière mise à jour: 14/07/2021

LIBERTE mercredi 14 juillet 2021 - 09:57:55

RECHERCHER SUR LIBERTE-ALGERIE.COM

À la une Radar Économie L'Algérie profonde Culture Sport Auto LIBE

Vous êtes sur : Accueil » À la Une » Actualité » Le Cnese Organise Prochainement Un Séminaire

A LA UNE / ACTUALITÉ

FINANCEMENT DES PROJETS STRUCTURANTS

Le Cnese organise prochainement un séminaire



■ Le président du Conseil national économique, social et environnemental (Cnese), Rédha Tir, a annoncé, hier, l'organisation, dans deux semaines, d'une rencontre autour de la mobilisation des capitaux privés pour financer les grands projets structurants.

Intervenant en marge de la deuxième journée du séminaire sur "la nouvelle dynamique des industries des réseaux", organisé par le Conseil, M. Tir a expliqué que la question de trouver les moyens de mobiliser les ressources du secteur privé pour financer de grands projets structurants sera au centre de cette rencontre.

Le président du Cnese a estimé, dans ce sens, que l'Algérie doit chercher d'autres moyens de financement, tout en soulignant que l'opérateur privé sera appelé à prendre plus de risques.

M. Tir a considéré cette démarche comme "l'essence d'une véritable économie industrielle et une véritable politique de développement", ajoutant que l'Etat s'oriente vers le financement des grands projets par le biais du marché et pas à travers le Trésor du fait de la fin du système économique basé sur la rente pétrolière.

APS

https://www.aps.dz/economie/124614-industries-des-reseaux-des-experts-appellent-a-une-liberalisation-regulee

[Accueil](#)
[Economie](#)
[Sport](#)
[Société](#)
[Culture](#)
[Régions](#)
[Santé - Science - Technologie](#)

[APS Online](#)
[APS Photos](#)
[APS Videos](#)
[Cahiers Multimédias](#)
[Infographies](#)

[Suivez-nous sur :](#)
[f](#)
[t](#)
[i](#)
[w](#)

Taux de change des devises

USD \$: 132,76 DZD
CAD \$: 107,63 DZD
RVL د.ج : 35,40 DZD

EUR € : 107,36 DZD
GBP £ : 103,36 DZD
JPY ¥ : 119,20 DZD

ALGER
Prévisions météo

mer.

27°C
22°C

jou.

28°C
22°C

Mercredi 14 Juillet 2021 - 4 Dhou Al-Hijja 1442 Hiji

ALGERIE

ECONOMIE

MONDE

SPORT

SOCIÉTÉ

CULTURE

RÉGIONS

SANTÉ - SCIENCE - TECHNOLOGIE

APS WEB TV

Rechercher

Industries des réseaux: des experts appellent à une libéralisation régulée

Publié Le : Mardi, 06 Juillet 2021 20:04 Lu : 262 fois

Imprimer Envoyer Partager



ALGER - L'amélioration des réseaux de gaz, d'électricité, d'eau, des transports et des télécommunications en Algérie devrait passer par la levée du monopole public sur certains segments de ces activités, en accompagnant cette libéralisation par un renforcement du système de régulation afin de continuer d'assurer une qualité de service optimum aux citoyens, ont recommandé mardi des experts algériens

et étrangers.

Intervenant lors d'un séminaire de deux jours ayant pour thème "Industries des réseaux : électricité, gaz, eau, transport et télécommunication", organisé par le CNESE, le professeur spécialiste des services publics, Pierre Bauby, a exposé l'expérience française dans l'évolution des industries des réseaux, en donnant comme exemple la société EDF.

Pr. Bauby a expliqué comment EDF, ayant fonctionné pendant 50 ans en bénéficiant du "monopole naturel intégré" qui touche la production, le transport et la distribution de l'électricité, a dû s'adapter, notamment à la mondialisation, pour passer d'une position de monopole à un système basé sur la concurrence et d'un système centralisé à une décentralisation de ses activités, ou encore d'un statut de fournisseur de service public à une logique de traiter le client selon sa solvabilité.

L'expert a estimé qu'il n'existait pas de modèle "tout fait" et qu'il était préférable d'adapter son modèle aux données propres à l'environnement où l'on évolue.

Lors de son allocution, le PDG de Sonelgaz, Chaher Boulakhras, a affirmé que malgré les 52 ans d'existence de Sonelgaz, le groupe compte améliorer davantage ses acquis cumulés au cours de cette période, reconnaissant, ainsi, que l'entreprise est consciente de ses insuffisances.

"Sonelgaz n'envisage pas de réaliser ses ambitions sur les plans national et international seule", selon son PDG qui a déclaré, à ce titre, réfléchir plutôt à des alliances, "une politique qui s'est déjà avérée fructueuse", selon lui.

Invité à prendre part à ce séminaire en tant que modérateur d'un atelier regroupant les entreprises actives dans les réseaux du gaz, l'ancien ministre des Energies, Abdelmadjid Attar, n'a pas partagé l'avis de certains intervenants concernant la démonopolisation sur certaines activités qui nécessitent des réseaux de transport.

M. Attar a ainsi estimé que le transport de certains produits (électricité, eau et gaz), relevait du service public, pour des considérations de tarification étudiée et administrée, ce qui rend "très difficile" de le dé-monopoliser, du moins pour le moment.

Par contre, il ne s'est pas montré contre la possibilité de lever le monopole dans la production et la distribution, en donnant la gestion en concession comme c'est le cas pour l'eau avec la SEEAL.

Dernière actualité

- 13.07.21 Constantine : le conducteur présumé impliqué d'un incendie dans la fo
- 13.07.21 Tébessa : important incendie humain et matériel l'incendie dans la fo
- 13.07.21 Le mouvement El-B l'impératif d'assurer pays et de parache
- 13.07.21 Le Sénégal intègre partenariat avec les algériens
- 13.07.21 Covid-19: Arrivée de médicaments algériens
- 13.07.21 L'armée sahraouie : nouvelles attaques : forces d'occupation

Les plus lus

- 12.07.21 L'humoriste Farid rc plus
- 12.07.21 Covid-19: acquisition doses de vaccin de
- 12.07.21 Sahara occidental: l statu quo "n'est plus
- 12.07.21 M. Lamarna reçoit : représentant la com nationale à l'étrangi
- 13.07.21 Le Président Tabboi l'ouverture de la foi nigérienne pour...
- 12.07.21 Tizi-Ouzou: deux m blessés dans le ren bus

EL MOUDJAHID

ECONOMIE

Dernier PDF

N° 1731-16-07-2021

Alger

23° C / partiellement nuageux

Nation Sports Economie Santé Monde Société Culture

Version Française

Q

≡

En ce moment

#Abdelmadjid Tebboune

#Sahara Occidental

#Abdelaziz Djerad

#Ammar Belhimer

#Elections législatives

#Sahel

#MDN

Vous êtes sur : Accueil » Economie » Industries de réseaux : Le CNESE plaide l'adaptation profonde

Industries de réseaux : Le CNESE plaide l'«adaptation profonde»

M

Mohand Azini

Journaliste

ECONOMIE

19:44 | 06-07-2021

Partager

0 Commentaires

Publié

#CNESE

Dans la foulée de ses rencontres-débats de haut niveau, le Conseil économique, social et environnemental (CNESE) a enchaîné, mardi, avec un séminaire consacré à la «nouvelle dynamique des industries de réseaux», soit toutes les activités utilisant un réseau et/ou une infrastructure (énergie, eau, transports, télécommunications.

Étalé sur deux jours, mardi et mercredi, le séminaire - organisé à l'Ecole supérieure de l'hôtellerie et de la restauration de Aïn Benian - a vu la participation de nombre d'experts et chercheurs de renom, nationaux et étrangers, d'acteurs et opérateurs publics et privés concernés par les industries de réseaux.

Objectifs de ce séminaire, appréhendé par secteurs : engager une réflexion et un débat sur les industries de réseaux, leurs contraintes et leurs modes de fonctionnement, explorer de nouvelles approches centrées notamment autour des évolutions technologiques, du marché et du contexte géopolitique. Dans son discours d'ouverture, face à une assistance composée essentiellement de hauts cadres de l'Etat, de représentants ministériels, d'organismes et institutions publics, patronat, associations de la société civile, experts et chercheurs, le président du CNESE, Rédha Tir, a plaidé la «réforme quadruple» des industries de réseaux qui constituent, selon lui, «l'ossature de l'offre publique de biens et services (...)» et (qui) jouent un «rôle structurant» dans la société et dans l'économie nationale en termes d'infrastructures et d'emplois. Par la «réforme quadruple», le président du CNESE entend, entre autres, la nécessité de se pencher sur les questions inhérentes à l'efficacité et à la gestion des monopoles publics, au rééquilibrage des tarifs, à l'ouverture à la concurrence et à la régulation qui doit être, selon lui, l'apanage

INFO EN CONTINU

20:09

Bida : Décès de l'homme de théâtre Mahfoud Belayachi

20:06

Coronavirus : 923 nouveaux cas, 584 guérisons et 16 décès

18:39

Portes ouvertes sur les services de police à Batna : Affluence notable

17:30

Coronavirus : 923 nouveaux cas, 584 guérisons et 16 décès

17:19

66 morts et 1 603 blessés sur les routes en une semaine

20:26

Bida : une fillette sauvée in extremis d'une chute du 5e étage

20:25

Tramway d'Oran : Perturbation partielle du service du 25 juillet au 6 août

20:25

Relizane : Secousse sismique de 3.0

20:16

Coronavirus : 878 nouveaux cas, 580 guérisons et 15 décès

20:15

Décès de Habib Youssi : Le ministre des Moudjahidine adresse ses condoléances

20:15

Batna : la DGSN organise des portes ouvertes sur les services de la police

19:41

Oran : Relogement de 162 familles de Douar Flailis

19:37

Aïn Defla, un camion percute un semi-remorque : un mort

19:37

Sétif : 6.577 infractions au code de la route

NEWSLETTER

Inscrivez-vous gratuitement à la Newsletter pour être informé de nos actualités, nouveautés ?

Votre adresse email

INSCRIVEZ-VOUS

Généraliser sans spammer

LIBERTÉ

mercredi 14 juillet 2021 - 09:30:21
RECHERCHER SUR LIBERTÉ-ALGERIE.COM

ALGER
23° C / 65 H
Partiement rasgaut

A la une Radar Économie L'Algérie profonde Culture Sport Auto LIBERTÉ عربي

VIDEOS PHOTOS

Vous êtes sur : Accueil » A La Une » Actualité » Pour Un Nouveau Modèle De Développement
Facebook Twitter Google+ RSS

A LA UNE / ACTUALITÉ

INDUSTRIES DE RÉSEAUX
Pour un nouveau modèle de développement
Par Youcef SALAMI le 07-07-2021 10:30
0 Commentaires
148 lectures



Reda Tir, président du Cnsee. © D. R.

"Nous devons trouver un modèle qui permette aux industries de réseaux de fonctionner de manière efficiente, afin que les entreprises publiques qui les gèrent soient en mesure de financer leurs activités au moindre coût", plaide le président du Cnsee.

Quel modèle pour le service public ? Quels devaient être les contours de ce modèle, en termes généraux ? Ces questions et d'autres ont été abordées à l'occasion d'un séminaire sur les "industries de réseaux" (électricité, gaz, eau, transport et télécommunication) organisé, hier à Alger, par le Cnsee.

Son président, Reda Tir, a, dans une déclaration à la presse en marge de cette rencontre, expliqué que "nous devons trouver un modèle qui permette aux industries de réseaux de fonctionner de manière efficiente, afin que les entreprises publiques qui les gèrent soient en mesure de financer leurs activités au moindre coût, tout en optimisant les dépenses de l'État et en prenant en considération les tarifs des services publics".

Le moment est-il venu pour l'État de se pencher sur le problème des tarifs dans ces secteurs ? Il n'existe pas une réponse tranchée à cette question, mais ce qui est sûr, c'est que l'État doit repenser fondamentalement sa manière de dépenser son argent.

M. Tir estime qu'il faut trouver un "équilibre" raisonnable entre les impératifs de rentabilité et les intérêts des citoyens. Le pays va-t-il opter pour une approche libérale ? Se dirige-t-il vers un modèle décentralisé et compétitif ? Les experts présents à cette rencontre ont échangé sur ces questions. Pour Pierre Bauby, professeur spécialiste des services publics, "il existe des barrières à l'entrée qui empêchent l'arrivée de concurrents".

DIEZ CARICATURE Archives

L'ALGÉRIE EST EN ÉTAT D'ALERTE



LIBERTÉ MULTIMEDIA

Funérailles de l'avocat et infatigable militant des droits de l'homme, Ali Yahia Abdenour

Chez Ali Yahia Abdenour, des proches témoignent.

113e vendredi de marche à Alger.

CHRONIQUES

Rechercher Go Tout Recherche avancées

 Envoyer à un ami |
  Version à imprimer |
  Version en PDF

Editorial

Kallia Kallikou

Evènement

Reportage

Oran

Contes

Est

Culture

EDUCATION

otre supplén

n peuple endormi qui se

veille

Ezo Dergisi

arraga !!!

bert Ali

at civil contre etat milit

Energie: La Sonelgaz promet un été sans délestage

par M. Aziza

Le P-DG de Sonealg, Chahar Boulakhras, s'est montré rassurant en affirmant qu'il n'y aura pas de délestage cet été. Il a précisé devant la presse, hier, en marge de la tenue d'un séminaire sur «La nouvelle dynamique des industries de réseaux», organisé par CNESE, à l'Ecole supérieure de l'hôtellerie et de restauration d'Alger, que l'Algérie est à l'abri d'un déficit de production actuellement.

Il a précisé que la capacité de production installée est actuellement de 20 000 MW, alors que la demande ne dépasse pas aujourd'hui 13 000 MW. Et de souligner qu'un pic de consommation sera atteint dans quelques semaines, vers la fin du mois de juillet et durant le mois d'août «avec un pic de la demande de 15 000 à 16 000 MW, notamment durant les canicules».

Confronté, il dira que le pays dispose de réserves confortables, dont on est actuellement à l'abri d'un délestage sur le plan technique et selon le jargon dans le secteur de l'électricité. Néanmoins, dit-il, «on peut enregistrer des coupures pour des raisons exogènes», en citant les cas d'incidents sur le réseau de transport, la météo qui parfois n'est pas toujours généreuse, vents de sable exceptionnels, des incendies, des atteintes sur les ouvrages de la Sonelgaz. Même dans ces cas, dira-t-il, des équipes sont mobilisées et très réactives. Notamment sur le plan de la communication et les délais de la remise en état du réseau électrique.

En ce qui concerne le séminaire lui-même, les intervenants ont été tous unanimes à affirmer que les industries de réseaux (énergie, gaz, eau, télécommunications ou transport) demeurent marquées par une forte intervention de l'Etat, notamment en matière d'investissement. Faut-il garder le monopole de l'Etat ou dé-monopoliser certains services des secteurs cités, ou faut-il se contenter d'un ajustement ? Telles sont les questions qui ont été posées et débattues par les intervenants. Le président du Conseil national économique, social et environnemental, Rêda Tir, a affirmé pour sa part que les activités économiques de ces réseaux ont obéi dans leur développement au monopole public. Il est vrai, affirme-t-il, que l'objectif final étant d'offrir à l'ensemble de la population des produits et des services accessibles, indépendamment des niveaux de revenus ou du positionnement géographique, et ce cela supposait notamment un système de péréquation des prix fondé sur des subventions massives de l'Etat.

Cependant, souligne-t-il, ce modèle a montré ses limites et il est devenu à la fois budgétivore et source de gaspillage de ressources. Donc, il faut aujourd'hui trouver ou bien changer de paradigme basé sur une approche intégrée qui préserve les intérêts de l'Etat et qui protégera et servira le consommateur final et le citoyen. Abdelmadjid Attar, ex-ministre de l'Energie, a estimé que la démonopolisation de certains services publics n'est pas du tout une chose aisée, notamment la démonopolisation des réseaux du transport. Il explique qu'on peut dé-monopoliser la production, la gestion par une concession, mais pas les réseaux de transport notamment dans les secteurs stratégiques. Car, dit-il, «les réseaux des transports sont du ressort du secteur public, et qui dit secteur public, dit prix raisonnables et prix administrés». Et d'enchaîner «créer de la compétition dans les réseaux du transport gaz, électricité, eau va automatiquement se répercuter sur les prix». Autrement dit, le citoyen devra payer la juste valeur.

Le Pr Djamilia Haliche, cadre au CHSE, a estimé que ce séminaire est une occasion pour débattre les limites du monopole étatique mais aussi les inconvénients de l'ouverture. «Je pense qu'on n'a pas besoin forcément d'investir tous azimuts, mais on doit plutôt ajuster et réaménager nos investissements avec de textes de loi plus adéquats et flexibles», dit-elle.

TARIFICATION DES SERVICES PUBLICS

Un modèle à revoir *selon les experts*

L'amélioration de l'efficacité de la gestion monopolistique de l'Etat, le rééquilibrage des tarifications des services publics, l'ouverture à la concurrence et le rôle des autorités de régulation sont les quatre questions phares sur lesquelles le Conseil national économique, social et de l'environnement (CNESE) a lancé, hier, un débat lors d'un séminaire sur la thématique «la nouvelle dynamique des industries de réseaux».

En présence du PDG de la Sonelgaz, qui à l'occasion a présenté la politique du groupe, le président du CNESE a souligné que cette rencontre a pour objectif de sortir avec des recommandations à proposer au gouvernement, notamment sur la question de tarification, dont le changement visant l'optimisation des dépenses de l'Etat devra tenir compte du pouvoir d'achat des Algériens, des niveaux de consommation budgétaire et des contributions de l'Etat. Rédha Tir a souligné, dans son allocution, que «les activités économiques de réseaux ont obéi dans leur développement à une double caractéristique : monopole public et verticalité. Dans tous ces



domaines, l'ensemble des prestations de service était le fait d'entités publiques ayant le monopole exclusif de l'investissement et de la gestion. Ces derniers obéissent dans leur exercice à une approche centralisée de la décision». Le président du CNESE a fait observer que «grâce à une telle approche, les industries de réseaux permettaient de mobiliser les réseaux humains et financiers

requi, développer les infrastructures nécessaires et réunir les services apparentés dans une filière dont les éléments sont intégrés. L'objectif final est d'offrir à l'ensemble de la population des produits et des services accessibles, indépendamment de leur niveau de revenu ou de leur positionnement géographique. Cela supposait notamment un système de péréquation des prix

fondé sur des subventions massives par l'Etat». Tir a indiqué que «ce modèle a montré ses limites et est devenu à la fois budgétivore et source de gaspillage de ressources». D'où l'impératif, a-t-il dit, de lancer un débat sur le rééquilibrage des tarifications. Il soutiendra que le «niveau de développement de ces réseaux (transport, distribution, production eau, énergie...), la recherche d'une plus grande efficacité interne et l'évolution de la demande sociale requièrent aujourd'hui un changement de paradigme basé sur une approche intégrée et multimodale où l'offre faite au consommateur final correspond à ses attentes, tant en termes de disponibilité que de qualité et de prix».

DÉMONOPOLISATION

Au sujet de la démonopolisation, il est ressorti des débats la nécessité de mettre des garde-fous en vue de préserver le pouvoir d'achat des citoyens. Si la production du gaz est ouverte aujourd'hui au privé, son transport et sa distribution sont sous le monopole naturel de l'Etat. L'ouverture à la concurrence impose une restructuration préalable du

marché. C'est ce qu'a recommandé, d'ailleurs, le P Djamil Halliche, cadre au CNESE. Elle a indiqué que «l'ouverture progressive à la concurrence dans des industries historiquement monopolistiques impacte en profondeur, les structures de marché, les comportements des entreprises qui y opèrent, les règles qui gouvernent ces structures et la tarification». Pour ce qui est des autorités de régulation, Rédha Tir soutient qu'il est impératif de les doter d'une liberté et d'indépendance absolues pour une meilleure efficacité. A la question de savoir où en est l'étude sur l'amélioration du niveau de vie des Algériens établis, Tir a fait savoir qu'elle est totalement finalisée et sera la contribution du CNESE au plan d'action du gouvernement. Il insistera pour dire que «le CNESE est rattaché à la Présidence de la République et en même temps, il restera, conformément à la Constitution, le conseiller du gouvernement et participe à l'amélioration des politiques publiques et surtout à leur évaluation avec une action forte sur la prospective et sur les réformes structurelles».

<https://www.el-massa.com/dz/news/%D8%A7%D9%84%D9%80-%D9%83%D9%86%D8%A7%D8%B3-%D9%8A%D8%AD%D8%B6%D8%B1-D8%A7%D9%82%D8%AA%D8%B1%D8%A7%D8%AD%D8%A7%D8%>

المساء **350 سنة خبرة** **لكل انشغالكم وأخباركم وإعلاناتكم**
المساء عينكم وصوتكم
يومية إخبارية وطنية

الرئيسية | الحدث | المراسلون | الرياضة | العالم | الثقافة | المجتمع | الأخيرة | حوارات | الخبر مقدس

النسخة الرقمية | حق الرد | روبورتاجات - استطلاعات | ملفات - تحقيقات | كل الأخبار | منوعات | رمضانيات | البحث في الموقع



07 جويلية 2021 المرفقات: 238

شريعة عابد

تشمل الانفتاح على المنافسة ومراجعة الدعم

ال"كناس" يحضر اقتراحات لاعتمادها في مخطط الحكومة

* إبراز أهمية تطوير صناعة الشبكات لدعم الإنعاش الاقتصادي

كشف رئيس المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، رضا تير، أمس، أن هيئته، تحضر لاقتراحات ستقدمها للحكومة القادمة، حتى تستنير بها في إعداد مخطط عملها، موضحا بأن هذه المقترحات تتمحور حول الخروج من دائرة الاحتكار، عبر الانفتاح على المنافسة في إطار القاعدة 51/49، في فروع صناعة الشبكات (النقل، الكهرباء، الغاز، المياه والاتصالات)، فضلا عن تحيين الأسعار عبر مراجعة سياسة الدعم. فيما أجمع خبراء وطنيون وأجانب في أشغال يوم دراسي حول "دينامكية صناعة الشبكات" على أهمية تطوير ورقمنة صناعة الشبكات، لدورها المحوري في تحقيق الإنعاش الاقتصادي، معتبرين الانفتاح على المنافسة واللامركزية من أولويات تحقيق هذا الرهان.

وقد تنوعت مداخلات الخبراء في أشغال اليوم الدراسي، الذي نظمه المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، أمس، بالعاصمة،

Accueil / À propos / Publier / Contactez-nous

Mardi 14 Juillet 2021 08:42:08

23° C / partiellement nuageux

Alger

Version Française

Nation Sports Economie Santé Monde Société Culture

En ce moment #Abdelmadjid Tebboune #Sahara Occidental #Abdelaziz Djerad #Ammar Belhimer #Elections législatives #Sahel #MDN

Vous êtes sur : Accueil » Economie » CNESE : La dimension stratégique des réseaux mise en relief

CNESE : La dimension stratégique des réseaux mise en relief

ECONOMIE
10:40 | 07-07-2021

Partager

0 Commentaires



Au deuxième (et dernier) jour des rencontres thématiques du Conseil économique, social et environnemental (CNESE), consacrées à la «nouvelle dynamique des industries de réseaux», une série de cinq conférences de qualité ont été données, hier, au niveau de l'École supérieure de l'hôtellerie et de la restauration (Alger). Dans la matinée, ce fut Jacques Percebois, professeur émérite (université de Montpellier), directeur du Centre de recherche en économie et droit de l'énergie, qui donnera une communication sur le financement et la régulation des réseaux électriques. Il y fera la démonstration des modes et structures de financement des réseaux. Des réseaux qui relèvent de «monopoles naturels» des États, dit-il, et qui ne sauraient être soumis à la loi de la concurrence. Contrairement à l'amont, c'est-à-dire aux activités de la production (de l'électricité) et ou des distributeurs (fournisseurs de services), ouverts à la concurrence. Alors comment financer les réseaux (de transport d'électricité) qui participent déjà pour un tiers dans le prix du kilowatt ? Deux modes de financement sont envisageables, explique-t-il : par les subventions publiques et/ou par la tarification (consommateur). Le professeur développera les différents modes et structures de tarification en vigueur en France (et en Europe). Évoquant le «grand sujet qui occupe le monde énergétique en Europe», l'Hydrogène-qualifié de nouveau «couteau suisse» de la transition énergétique, Jacques Percebois souligne «l'intérêt» pour l'Algérie, pays gazier, à développer, à terme, la production de ce carburant propre, du méthane décarboné, à partir du gaz naturel. Le conférencier mettra, en outre, en relief, la dimension stratégique des réseaux électriques et la course au contrôle de ces derniers par certains États attirés, entre autres, par les flux d'informations névralgiques véhiculés par ce type d'infrastructures. Succédant à Jacques Percebois, Salim Refas communiquera sur

INFO EN CONTINU

- 20:09 Blida : Décès de l'homme de théâtre Mahfoud Belsayachi
- 20:06 Coronavirus : 923 nouveaux cas, 584 guérisons et 16 décès
- 18:39 Portes ouvertes sur les services de police à Batna : Affluence notable
- 17:30 Coronavirus : 923 nouveaux cas, 584 guérisons et 16 décès
- 17:19 68 morts et 1 803 blessés sur les routes en une semaine
- 20:26 Blida : une fillette sauvée in extremis d'une chute du 5e étage
- 20:25 Tramway d'Oran : Perturbation partielle du service du 25 juillet au 6 août
- 20:25 Relizane : Secousse tellurique de 3.0
- 20:16 Coronavirus : 878 nouveaux cas, 580 guérisons et 15 décès
- 20:15 Décès de Habib Youfi : Le ministre des Moudjahidine adresse ses condoléances
- 20:15 Batna : la DGSN organise des portes ouvertes sur les services de la police
- 19:41 Oran : Relogement de 162 familles de Douar Fialis
- 19:37 Aïn Delfia, un camion percuté un semi-remorque : un mort
- 19:37 Sétif : 6.577 infractions au code de la route

NEWSLETTER

Inscrivez-vous gratuitement à la Newsletter pour être informé de nos actualités, nouveautés ?

Mon adresse email

INSCRIVEZ-VOUS

Cliquez sans sursaut

Des experts appellent à une libéralisation surveillée

Industrie des réseaux



Rédaction LNR

L'amélioration des réseaux de gaz, d'électricité, d'eau, des transports et des télécommunications en Algérie devrait passer par la levée du monopole public sur certains segments de ces activités, ont recommandé des experts algériens et étrangers lors d'un séminaire portant sur l'industrie des réseaux.

Cette libéralisation doit être accompagnée, selon eux, par un renforcement du système de régulation afin de continuer d'assurer une qualité de service optimum aux citoyens. Lors de ce séminaire qui a été organisé par le Cnese sous le thème «industries des réseaux : électricité, gaz, eau, transport et télécommunications», le professeur spécialiste des services publics, Pierre Bauby, a exposé l'expérience française dans l'évolution des industries des réseaux, en donnant comme exemple la société EDF. Il a expliqué en outre comment EDF a dû s'adapter, notamment à la mondialisation, pour passer d'une position de monopole à un système basé sur la concurrence et d'un système centralisé à une décentralisation de ses activités, ou encore d'un statut de fournisseur de service public à une logique de traiter le client selon sa solvabilité. L'expert a estimé qu'il n'existait pas de modèle «tout fait» et qu'il était préférable d'adapter son modèle aux données propres à l'environnement où l'on évolue.

Lors de son allocution, le P-dg de Sonelgaz, Chaher Boulakhras, a affirmé que malgré les 52 ans d'existence de Sonelgaz, le groupe compte améliorer davantage ses acquis cumulés au cours de cette période, reconnaissant, ainsi, que l'entreprise est consciente de ses insuffisances. «Sonelgaz n'envisage pas de réaliser ses ambitions sur les plans national et international seules, selon son P-dg qui a déclaré, à ce titre, réfléchir plutôt à des alliances, «une politique qui s'est déjà avérée fructueuse». Invité à ce séminaire en tant que modérateur d'un atelier regroupant les entreprises actives dans les réseaux du gaz, l'ancien ministre de l'Énergie, Abdelmadjid Attar, n'a pas partagé l'avis de certains intervenants concernant la démonopolisation sur certaines activités qui nécessitent des réseaux de transport.

Selon lui, le transport de certains produits (électricité, eau et gaz), relevait du service public, pour des considérations de tarification étudiée et administrée, ce qui rend «très difficiles» de le démonopoliser, du moins pour le moment. Par contre, il ne s'est pas montré contre la possibilité de lever le monopole dans la production et la distribution, en donnant la gestion en concession comme c'est le cas pour l'eau avec la Seael. Pour sa part, le chef de Cabinet adjoint au ministère du Développement économique en Italie et spécialiste du marché des télécoms, Antonio Manganeli, a évoqué la libéralisation du marché des télécommunications sans pour autant qu'il y ait privatisation. Tout cela en assurant une bonne régulation du marché afin d'offrir le meilleur service, mais aussi le meilleur prix au client, a-t-il développé.

De son côté, le cadre du Cnese, Dr. Djamila Halliche, a soutenu que les industries des réseaux peuvent être optimisées à travers, notamment, l'introduction des technologies et de nouvelles formes d'investissement, dans le but de créer une dynamique dans ces industries avec une amélioration de la qualité du service fourni aux citoyens. Le président du Conseil national économique, social et environnemental, Bédha Tîr, a insisté, lors de son intervention, sur l'objectif de ce séminaire, le définissant comme un espace permettant de faire des réflexions et de propositions afin d'améliorer le service public et l'efficacité des réseaux de l'eau, de l'électricité et du gaz qui sont étroitement liés aux citoyens.

Manel Z.



Recherche

Vidéo LNR



Partager :



EQUIPE NATIONALE : PREMIERE SEANCE D'ENTRAINEMENT DES VERTS AU CTN DE SIDI MOUSSA

Réseaux Sociaux



Galerie

<https://www.aps.dz/economie/124664-industries-des-reseaux-la-revision-de-systeme-de-tarification-et-l-implication-des-investisseurs-privés-preconises>

LE TAUX DE CHANGE DES DEVISES

USD \$: ▼132,70 DZD ▲140,00 DZD	EUR € : ▼107,20 DZD ▲108,90 DZD
CAD \$: ▼107,83 DZD ▲114,34 DZD	GBP £ : ▼101,20 DZD ▲104,10 DZD
RYL : ▼25,40 DZD ▲27,50 DZD	JPY ¥ : ▼19,20 DZD ▲19,50 DZD

Source : Banque d'Algérie - 08 juillet 2021 - Alger - Banque d'Algérie

وكالة الأنباء الجزائرية
ALGERIE PRESSE SERVICE

Mercredi 14 Juillet 2021 - 4 Dhoo Al-Hija 1442 Hgjt

ALGERIE

ECONOMIE

MONDE

SPORT

SOCIÉTÉ

CULTURE

RÉGIONS

SANTÉ - SCIENCE - TECHNOLOGIE

Industries des réseaux: la révision de système de tarification et l'implication des investisseurs privés préconisés

Publié Le : Jeudi, 08 Juillet 2021 09:55 Lu : 323 fois

Imprimer Envoyer Partager



ALGER - Les participants aux ateliers organisés dans le cadre du séminaire du CNESE sur "la nouvelle dynamique des industries de réseaux", ont recommandé mercredi la révision de système de tarification et l'ouverture de certains créneaux aux investisseurs privés.

Les travaux des cinq ateliers qui concernent les réseaux de l'électricité, du gaz, de l'eau, des transports et des télécommunications, ont été animés par des experts et des représentants des différents ministères et des entreprises publiques et privés activant dans ces secteurs.

Ainsi, les participants à l'atelier dédié au réseau du gaz ont formulé plusieurs recommandations, à leur tête l'intégration des investisseurs privés, et l'octroi des concessions de longue durée, ainsi que la révision de la loi de 2002 portant sur la gestion des réseaux de distribution du gaz.

Pour leur part, les participants à l'atelier des entreprises des réseaux eau, ont préconisé essentiellement la révision du système tarifaire (coût-vérité), des subventions qui ciblent les couches sociales démunies.

Dans le secteur des transports, il a été préconisé d'encourager l'investissement privé, notamment à travers des partenariats public-privé (PPP) dans les domaines de l'exploitation, la réalisation et la maintenance, de diversifier le financement des infrastructures et d'intégrer l'ingénierie dans les programmes de développement.

La création de startups locales dans des créneaux porteurs (VTC, vente en ligne) et devenir fournisseurs alternatifs de solutions technologiques sont les principales propositions formulées par les animateurs de l'atelier des entreprises des réseaux de télécommunications.

Pas de données à afficher

DK NEWS
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Actualité Régions Coopération Economie Monde Forum Société Santé Hi-Tech Culture Clin d'œil Sp

Vous êtes : Accueil » Economie » Industries des réseaux : Des experts appellent à une libéralisation

Economie

Industries des réseaux : Des experts appellent à une libéralisation régulée

Publié par DK NEWS le 07-07-2021, 15h31 | 22

Aa - + |



Intervenant lors d'un séminaire de deux jours ayant pour thème "industries des réseaux : électricité, gaz, eau, transport et télécommunication", organisé par le CNESE, le professeur spécialiste des services publics, Pierre Bauby, a exposé l'expérience française dans l'évolution des industries des réseaux, en donnant comme exemple la société EDF. Pr. Bauby a expliqué comment EDF, ayant fonctionné pendant 50 ans en bénéficiant du "monopole naturel intégré" qui touche la production, le transport et la distribution de l'électricité, a dû s'adapter, notamment à la mondialisation, pour passer d'une position de monopole à un système basé sur la

concurrence et d'un système centralisé à une décentralisation de ses activités, ou encore d'un statut de fournisseur de service public à une logique de traiter le client selon sa solvabilité.

L'expert a estimé qu'il n'existait pas de modèle "tout fait" et qu'il était préférable d'adapter son modèle aux données propres à l'environnement où l'on évolue.

Lors de son allocution, le PDG de Sonelgaz, Chaher Boulakhras, a affirmé que malgré les 52 ans d'existence de Sonelgaz, le groupe compte améliorer davantage ses acquis cumulés au cours de cette période, reconnaissant, ainsi, que l'entreprise est consciente de ses insuffisances.

"Sonelgaz n'envisage pas de réaliser ses ambitions sur les plans national et international seule", selon son PDG qui a déclaré, à ce titre, réfléchir plutôt à des alliances, "une politique qui s'est déjà avérée fructueuse", selon lui.

Invité à prendre part à ce séminaire en tant que modérateur d'un atelier regroupant les entreprises actives dans les réseaux du gaz, l'ancien ministre des Energies, Abdelmadjid Attar, n'a pas partagé l'avis de certains intervenants concernant la démonopolisation sur certaines activités qui nécessitent des réseaux de transport. M. Attar a ainsi estimé que le transport de certains produits (électricité, eau et gaz), relevait du service public, pour des considérations de tarification étudiée et administrée, ce qui rend "très difficile" de le dé-monopoliser, du moins pour le moment.

Par contre, il ne s'est pas montré contre la possibilité de lever le monopole dans la production et la distribution, en donnant la gestion en concession comme c'est le cas pour l'eau avec la SEEAL. Pour sa part, le chef de cabinet adjoint au ministère du Développement économique en Italie et spécialiste du marché des télécoms, Antonio Manganelli, a évoqué la libéralisation du marché des télécommunications sans pour autant qu'il y ait privatisation.

Tout cela en assurant une bonne régulation du marché afin d'offrir le meilleur service, mais aussi le meilleur prix au client, a-t-il développé. De son côté, le cadre du CNESE, Dr. Djamila Halliche, a soutenu que les industries des réseaux peuvent être optimisées à travers, notamment, l'introduction des technologies et de nouvelles formes d'investissement, dans le but de créer une dynamique dans ces industries avec une amélioration de la qualité du service fourni aux citoyens.

CNESE : Un séminaire dédié à la dynamique des industries de réseaux

Publié par DK NEWS le 06-07-2021, 16h07 | 21



Initié par le Conseil national, économique, social et environnemental (CNESE), dans le cadre de la série de rencontres "CNESE Economic Perspectives" lancée par le président du conseil, ce séminaire sera animé par un panel d'experts étrangers, qui interviendra par visioconférence.

Le panel est composé de personnalités scientifiques internationales spécialistes des questions de l'eau, de l'énergie et du transport, a indiqué un communiqué du CNESE.

Cette rencontre aura pour objectif de dresser un état des lieux de ces industries, aborder les contraintes liées à leur mode de gouvernance, identifier les forces et les faiblesses des modèles en place et également explorer les voies et moyens de mettre en place de nouveaux modèles avec des capacités de croissance et de transformation à l'aune du numérique et des technologies 4.0 (en relation avec internet), permettant ainsi à l'Algérie de s'insérer dans les chaînes de valeurs internationales, a ajouté le CNESE.

Les points inhérents au rôle de l'Etat-Régulateur en la matière et l'exploration de nouvelles opportunités d'investissement et d'affaires que peut offrir chaque secteur d'activité constitutif des ces réseaux seront, également, évoqués à l'occasion de cette rencontre, a souligné le communiqué.

Le panel d'experts étrangers comptera les professeurs Yannick Perez, professeur à l'université Paris-Sud, conseiller économique en politique énergétique européenne, le professeur Jacques Percebois et Professeur émérite à l'université de Montpellier, spécialiste en Economie du gaz naturel et de l'énergie nucléaire, a précisé la même source. Parmi les autres experts participant à cet événement, le professeur émérite à "la Colorado State University", spécialiste de la politique de l'eau, Neil S. Grigg ainsi que le chef de cabinet adjoint au ministère du Développement économique en Italie et spécialiste du marché des télécoms, Antonio Manganelli.

Des représentants des ministères directement concernés par cette problématique et les différentes parties prenantes nationales et acteurs institutionnels et associatifs ont été, en outre, conviés à ce séminaire.